

RETOMBEES GRANDS MEDIAS NATIONAUX

SIA 2016 & aides à la bio

27/02/2016 - 06/03/2016

FNAB

Relations presse

William Lambert

www.lambertcommunication.com

06 03 90 11 19 / lambertcommunication@gmail.com

www.lambertcommunication.com

PRESSE
principales
retombées

Face à la crise agricole, le bio tire son épingle du jeu

Le nombre d'agriculteurs ayant supprimé les produits chimiques dans leur exploitation a crû de 8,5 % en 2015

Mes pneus, je les ai gardés chez moi. Je ne comprends pas pourquoi des agriculteurs manifestent. Ils demandent des aides, des prix. Mais il faut revoir le système. Moi, j'ai fait le choix d'aller vers la bio. » Éleveur laitier breton, installé à Pleumeleuc (Ille-et-Vilaine), Richard Leduc fait partie des nouveaux convertis à l'agriculture biologique. Son cas n'est pas isolé, loin s'en faut. La crise agricole, qui secoue nombre d'agriculteurs étran­glés financièrement par des prix bas et des charges élevées, suscite un afflux de conversions.

Les chiffres publiés jeudi 25 février par l'Agence Bio le prouvent. Les surfaces engagées en agriculture bio ont bondi de 17 % en un an, pour atteindre 1,3 million d'hectares fin 2015. Sur cette seule année, 220 000 hectares sont passés en conversion. Même si cela ne représente encore que 4,9 % du territoire agricole en France.

Le nombre de producteurs ayant aboli pesticides et engrais chimiques dans leur exploitation a progressé de 8,5 % : ils sont désormais 28 725. Là encore, cela ne représente que 6,5 % des fermes françaises, mais près de 10 % des emplois agricoles. L'Agence Bio estime le poids de cette filière agricole à 69 000 emplois équivalents temps plein. Si l'on ajoute les salariés des entreprises de transformation et de distribution, le chiffre est proche de 100 000 salariés.

Les exploitations bio, qui regroupent souvent plusieurs activités, nécessitent plus de main-d'œuvre. « Nous avons cinq salariés, soit 3,6 équivalents temps plein », explique Stéphanie Pageot, présidente

de la Fédération nationale de l'Agriculture biologique (FNAB). Installée avec son mari et son beau-frère en Loire-Atlantique, elle élève 55 vaches laitières sur 180 hectares. Le lait produit est pour moitié transformé sur place, en tomme et en crème, et pour moitié vendu à la laiterie Saint-Père, détenue par Inter­marché.

M^{me} Pageot constate elle aussi « une nouvelle vague de conversions au bio depuis six mois sur tout le territoire ». Pour l'anecdote, elle cite une récente réunion d'information organisée sur le bio en Ille-et-Vilaine, où une centaine d'agriculteurs sont venus. Une assistance record. Elle estime que « la vague est plus forte qu'en 2009, la crise étant plus aiguë ». En 2009, la chute brutale des prix du lait avait incité des éleveurs à franchir le pas. Mais depuis 2013, la machine semblait ralentir. Cette fois, ce sont non seulement les éleveurs qui se pressent au portillon, mais aussi les céréaliers touchés par des rendements moyens et des prix des céréales déprimés.

« Je n'étais qu'un numéro »

« J'ai failli arrêter », concède M. Leduc. A 50 ans, après l'échec d'un rapprochement avec deux voisins, l'éleveur breton s'est posé la question, avant d'opter pour un changement d'orientation. « J'ai jamais mon métier, dit-il. Mais en conventionnel, plus on produit, moins il nous reste de revenus. J'ai voulu retrouver un pouvoir de décision, un prix rémunérateur. » Il a fait le choix de ne plus livrer le lait bio de ses 45 vaches à Lactalis, même si le géant laitier de Laval restait preneur. « Chez eux, je ne suis qu'un numéro », estime l'éleveur, qui a

Dans un magasin Biocoop, à Paris.

CHRISTOPHE FORBIN/IFP/MAXPPP



« J'ai voulu retrouver un pouvoir de décision, un prix rémunérateur »

RICHARD LEDUC
éleveur laitier breton

décidé de travailler avec Bio lait. L'enjeu clé pour tous les agriculteurs, ce sont les prix. Aujourd'hui, le lait conventionnel payé par les grands acteurs, industriels comme coopératives, est tombé à 270 euros la tonne. En bio, il peut être valorisé entre 400 et 450 euros, sans les aléas de forte variation. De plus, le coût de l'alimentation animale est fortement réduit. « Mes bêtes pâturent et toutes mes cultures sont maintenant

orientées pour les nourrir. En arrêtant d'acheter tourteaux de soja et de colza, j'épargne 2500 euros par mois. Cela me paie mes prêts », précise M. Leduc.

Appétit des consommateurs

Mais tout l'édifice repose sur l'appétit des consommateurs pour l'alimentation bio. « Il faut que la consommation suive. Pour l'instant, elle progresse de manière positive. De plus, les récentes émissions de télévision sur France 2 dénonçant les pesticides ont un impact. Les clients s'interrogent et cherchent la qualité de l'alimentation », affirme Claude Gruffat, président du réseau de distribution Biocoop. Selon l'Agence Bio, le marché des produits bio a encore progressé de 10 % en 2015 et pèse aujourd'hui 5,5 milliards d'euros.

De plus, le chemin vers l'agriculture verte n'est pas toujours rose. « On ne peut qu'être satisfait de voir arriver ces nouveaux candidats. Mais la porte n'est pas ouverte à tout le monde. Il faut être prêt professionnellement et avoir une bonne santé économique pour franchir le pas », estime M. Gruffat. Autre sujet majeur de préoccupation : le système des aides à l'agriculture bio, déjà fragilisé,

n'est pas taillé pour un afflux de candidatures. L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, la FNAB, le syndicat des transformateurs et distributeurs bio Synabio et le bras armé des coopératives Coop de France ont décidé de tirer ensemble la sonnette d'alarme, avant l'ouverture du Salon de l'agriculture, samedi 27 février à Paris. Dans un communiqué publié jeudi 25 février, ils appellent à la mobilisation, estimant que « les aides à la conversion et au maintien en agriculture biologique sont gravement menacées ».

Dans la nouvelle politique agricole commune, celles-ci sont gérées par les régions. Or, les aides programmées pour la période 2015-2020 « sont déjà épuisées, comme dans le Centre et en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ».

« Un nombre croissant d'agriculteurs souhaite passer à l'agriculture bio et ce mouvement a été largement sous-estimé », affirme les signataires, qui ont envoyé un courrier au ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll. Selon M^{me} Pageot, « sur les 160 millions d'euros annoncés dans le plan Ambition Bio par M. Le Foll, seuls 130 millions ont été versés en 2015 ».

LAURENCE GIRARD

Philippe Hébert, céréalier, s'est converti par calcul économique

« C'EST COMME UN FUMEUR qui a envie d'arrêter de fumer. Un jour, il décide qu'il arrête. » Après avoir longtemps réfléchi, Philippe Hébert a choisi, en juin 2015, de franchir le pas vers l'agriculture biologique. Les motivations de ce céréalier francilien de 39 ans ? D'abord économiques, loin de celles des pionniers ayant jeté aux oubliettes engrais chimiques et pesticides par idéologie. « Cela me sortait par les yeux de dépenser autant en produits phytosanitaires », confie-t-il. Sa facture atteignait 90 000 euros par an.

Mais le cheminement a été long. En 2000, M. Hébert commence à travailler sur 50 hectares. « En parallèle, j'ai créé une société de location de vaisseaux pour cérémonie », dit-il. Dix ans plus tard, ses parents lui

cèdent 160 hectares. Avec en héritage du blé, du colza, de l'orge, du maïs et des petits pois, tous cultivés en agriculture conventionnelle. « Mais depuis deux ans, les prix des céréales chutent. Et les rendements ne sont pas bons. J'ai accusé une perte annuelle de 50 000 euros de chiffres d'affaires en 2014 et 2015. »

Aidé par la chambre d'agriculture, le céréalier a épluché son bilan. Le constat fut sans appel : trop de charges à l'hectare. « J'ai des terres moyennes, je n'aurai jamais de rendement mirobolant, quels que soient les semences, engrais ou pesticides que j'emploierai. J'ai donc fait le choix de l'agriculture bio. » Une démarche qui a aussi un coût. Même s'il a réduit à zéro sa facture phyto-

sanitaire, l'agriculteur épand désormais pour 40 000 euros de fumier bio sur ses sols. Il a également investi 50 000 euros dans l'achat d'une bineuse, la chasse mécanique aux mauvaises herbes étant le premier combat de celui qui met au rebut l'arsenal chimique. Toutefois, il a obtenu une ristourne de 20 000 euros en revendant à son fournisseur ses outils de traitements...

Pour sa première année en bio, M. Hébert a supprimé le colza, trop risqué, et prévoit blé, triticale, féveroles et maïs. Pour l'aider à creuser son nouveau sillon, il dit qu'il peut compter sur la solidarité forte de sept céréaliers bio voisins et sur la coopérative Sevepi, qui l'accompagne. ■

L.G.

Alerte neige et verglas en Ile-de-France

LA RÉGION PARISIENNE est placée en vigilance orange. Une alerte à la neige et au verglas a été annoncée hier par Météo France pour cette nuit, et elle doit continuer jusqu'à la mi-journée aujourd'hui. « Soyez très prudent et vigilant si vous devez vous déplacer, et respectez les éventuelles restrictions de circulation », précise Météo France. « Les précipitations pourront atteindre un caractère continu sous forme de neige et de pluie mêlées. Les Yvelines et le Val-d'Oise sont les départements les plus exposés ; toutefois, nous ne pouvons pas exclure le reste de l'Ile-de-France. La couche atteindra 1 à 3 cm, et localement 5 cm. » La neige devrait aussi être présente en plaine dans les Alpes-Maritimes, l'Isère, la Savoie et la Haute-Savoie. Les conditions météo pourraient donc ralentir la route des retours de vacances.

Zika peut entraîner des microcéphalies

LA PREUVE scientifique est désormais établie. Zika peut, dans certains cas, provoquer la microcéphalie du fœtus, selon une recherche publiée hier. Jusqu'à présent, cette relation de cause à effet n'avait pas été prouvée formellement. Le virus était cependant fortement soupçonné d'être à l'origine de nombreux cas de microcéphalies, observés en particulier au Brésil où l'épidémie a explosé. Cette malformation, grave et irréversible, se caractérise par une taille anormalement petite du crâne et du cerveau des nouveau-nés. La preuve a été apportée par des scientifiques de l'Institut d'ingénierie cellulaire à l'université Johns Hopkins située à Baltimore (Etats-Unis) dans la revue américaine « Cell Stem Cell ». A ce jour au Brésil, pays le plus touché par l'épidémie, 583 cas de microcéphalie ont été confirmés depuis octobre 2015, soit quatre fois plus que la moyenne annuelle historique.

Qui veut la peau du bio ?

ALIMENTATION. De nombreux cultivateurs passés au bio sont dans une situation financière difficile car des régions suspendent les aides, face à l'afflux de demandes.

ALORS QUE LE SALON de l'agriculture se termine demain, le bio semble victime de son succès. Face à la ruée des agriculteurs vers le label vert, les aides promises pour passer de l'agriculture conventionnelle au sans engrais chimiques et sans pesticides sont presque siphonnées. Ce sont les régions qui ont récupéré cette compétence l'année dernière, avec des enveloppes prévues pour cinq ans (2015-2020).

Or les budgets dédés sont déjà plafonnés ou complètement à sec. « Dans la région Centre (NDLR : nom de la région avant le redécoupage territorial), les 27 millions prévus sont déjà consommés, et les robinets sont coupés net. En Midi-Pyrénées, 88,8 millions sont partis sur

une enveloppe totale de 90 millions. En Bretagne, Pays de la Loire ou en Lorraine, la moitié de l'enveloppe est déjà engagée », énumère ainsi Stéphanie Pageot, présidente de la Fnab, la Fédération nationale d'agriculture biologique. En conséquence, c'est toute la filière, du champ aux étalages, qui s'inquiète. L'assemblée permanente des chambres d'agriculture, le syndicat des transformateurs et distributeurs bio Synabio et les coopératives Coop de France tirent ensemble la sonnette d'alarme. Ils interpellent tous les financeurs... depuis le ministre de l'Agriculture jusqu'aux présidents des conseils régionaux afin qu'ils prennent « les mesures nécessaires pour que tous les agriculteurs qui souhaitent pas-

ser au bio bénéficient des aides à la conversion et au maintien ».

Le marché a progressé de 10 % l'année dernière

Visiblement les budgets publics n'avaient pas anticipé la ruée vers le label vert. Les surfaces engagées en agriculture biologique ont bondi de 17 % l'année dernière. Or c'est surtout le début qui est dur, parce qu'on ne peut vendre ses produits avec la précieuse étiquette bio, et donc les prix bio, qu'après trois ans. Et les rendements sont plus faibles. Ensuite, le nouveau « bio-man » tire son épingle du jeu. Gildas Lorient, qui a fini sa « conversion » l'année dernière, peut en témoigner, il lève des vaches à lait à Soudan (Loire-

Atlantique) : « L'alimentation me coûte désormais moins cher, parce que les bêtes pâturent et je n'ai pas à acheter des tourteaux de soja et de colza, explique-t-il. Et les prix sont intéressants. » Il vend ensuite entre 400 et 450 € la tonne de lait bio, contre environ 300 € en conventionnel. On comprend alors que les agriculteurs sont nombreux à se presser au portillon. Trop nombreux ? « En fait, les budgets ont été sous-dimensionnés dès le début. On évoquait ces problèmes de financement depuis 2014 », soupire Théophile Meneau qui vient de convertir, à Marçilly-sur-Vienne, 22 ha de céréale au bio et s'en mord les doigts (Vienne).

Stéphanie Pageot prévient : « In fine ce sont les consommateurs qui vont payer. Parce que les producteurs risquent de se rattraper sur les prix du marché et parce que l'offre va être limitée. » Elle craint un atterrissement difficile pour une « partie de l'agriculture qui tire son épingle du jeu ». En effet, les Français, échaudés par les scandales alimentaires ou la possible présence de perturbateurs endocriniens dans leurs assiettes, ont un bon appétit pour l'alimentation bio. Le marché a encore progressé de 10 % l'année dernière.

ÉMILIE TORGEMEN



Les fruits et légumes bio trouvent désormais preneurs dans les rayons des supermarchés. (PhotoPQR/le République Lorraine/Julio Pelaez.)

Et pourtant, on l'adore !

Plus de six Français sur dix (65 %) disent avoir mangé régulièrement bio l'année dernière. C'est une progression ultrarapide, puisqu'ils n'étaient pas quatre sur dix (37 %) en 2003. Et la proportion atteint neuf sur dix pour ceux qui grignotent bio occasionnellement. Selon l'Agence Bio qui vient de dévoiler son bilan 2015, l'an passé a donc battu le « record d'acheteur et de consommateurs de produits bio ». Le marché pèse désormais 5,5 Mds€, calcule l'organisme ; c'est 10 % de plus qu'en 2014. Résultat les surfaces bio ont bondi pour atteindre 1,3 million d'ha fin 2015.

É.T.

« Je suis dans l'impasse »

Clarisse Péron, productrice bio de luzerne, qui ne bénéficie plus d'aides

CELA SONNE comme la morale d'une triste fable : Clarisse voulait planter du bio, elle se retrouve... le bec dans l'eau. Cet été, cette productrice de luzerne de Mézères-en-Gâtinais (Loiret) s'est décidée à « franchir un cap » et à passer au zéro pesticide sur 42 ha. « Soit près de la moitié de mes terrains, c'est énorme ! » insiste l'agricultrice. En juin, elle a donc consciencieusement rempli les papiers pour sa « conversion » en patronne d'exploitation familiale de l'administratif paysan.

Bonne élève, elle a trouvé un débouché avec un contrat de production avec une usine voisine pour produire des granulés pour les lapins ou les vaches bio. La région Centre (NDLR : nom de l'ancienne région) devait lui accorder des aides au nom de la « reconnaissance pour services environnementaux ». Mais, en décembre, elle a appris



se », glisse Clarisse Péron, qui dénonce « un coup d'arrêt » pour une filière qui a pourtant le vent en poupe auprès des consommateurs.

Le bio n'est pas rentable tout de suite

Avec des prix à la tonne deux fois plus élevés pour du bio par rapport au conventionnel, récupérer le label est rentable, mais pas les premières années. Parce qu'il faut trois ans pour obtenir la précieuse étiquette verte, le temps de décontaminer la terre. Même si l'on investit dès le premier jour et que l'on voit ses rendements baisser immédiatement, on n'est payé au prix du bio que la troisième année. L'énergie productrice de luzerne n'a pas perdu espoir. Depuis son lopin de terre du Loiret, elle a écrit une lettre ouverte au commissaire européen à l'Agriculture, Phil Hogan, pour l'alerter de la situation. É.T.

VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Régisseur : **AGENCE FERRARI**
7, rue Sainte Anne - 75001 PARIS
Tél. : 01.42.96.05.50 - Fax : 01.42.86.08.21
agence@ferrari.fr - www.ferrari.fr
AGENCE DE PUBLICITE

77 Vente sur réitération des enchères publiques au Palais de Justice de MELUN - 2 Avenue du Général Leclerc, le jeudi 7 avril 2016 à 14h
à TOURNAN EN BRIE (77) - 30, rue des Prés Bataille
UNE MAISON d'habitation sur sous-sol total de 7 pièces principales. Les lieux sont occupés

Mise à Prix : 120.000 €

CONSIGNATIONS POUR ENCHÈRES par chèques de banque : 12.000 € à l'ordre du Bâtonnier séquestre - 12.000 € à l'ordre de la CARPA.

Montant de l'adjudication du 20/09/2012 : 241 000 € - Montant de l'adjudication sur surenchère du 07/02/2013 : 265 000 € - Montant de l'adjudication sur réitération du 03/10/2013 : 231 000 € - Montant de l'adjudication sur réitération du 07/05/2015 : 222 000 €

S'adr. pour tous renseignements à : La SCPA MALPEL & Associés, Avocats 21 avenue Thiers à MELUN CEDEX (77).

T. : 01.64.10.26.67. Pour consulter le cahier des conditions de la vente s'adresser au greffe du JEX près le TGI de MELUN.

Visite sur place : le mardi 29 mars 2016 de 15h30 à 16h30

SUD OUEST

BASSIN D'ARCAÇON

Rugby/Fédérale 2
Le RCBA devra être intraitable P.24c



DIMANCHE 6 MARS

BONNE FÊTE MAMIE !

pépinières

Le Lann

Rocade sortie 16 GRADIGNAN
05 56 89 03 54

OUVERT 7J/7
LUNDI AU VENDI
10h - 18h30
VENDREDI - SAMEDI - DIMANCHE
10h - 18h30

SAMEDI
5 MARS 2016
1,40€

WWW.SUDOUEST.FR

Le bio, remède contre la crise

AGRICULTURE Ses ventes ont augmenté de 10 % en 2015. Mais les pouvoirs publics semblent toujours douter qu'il constitue l'alternative viable pour les agriculteurs français. Pages 2 et 3



La filière bio représente aujourd'hui plus de 100 000 emplois directs en France. PHOTO G. BONNALDI/LE SO



Forts de trois succès consécutifs, les Girondins cherchent désormais à augmenter leur efficacité. PHOTO LAURENT THIELLET/LE SO

L'UBB veut rester en haut

RUGBY/TOP 14 Face à Oyonnax, le public de Chaban espère une pluie d'essais cet après-midi. Les hommes d'Ibañez peuvent consolider leur place dans les quatre premiers. Pages 36 et 41

GRANDERÉGION
Macaire plaide la négligence

« J'ai manqué de curiosité », explique-t-il après la découverte du trou dans les finances de Poitou-Charentes. P. 12

BRÉSIL
L'ex-président Lula arrêté P. 4 et 6

SUD OUEST **le MAG**



« Le Mag » tire le portrait de six femmes du monde du vin dans le Bordelais.

R 20319 22220 1 40€

Nouveau MATÉRIAU
Nouvelle PERFORMANCE

JUSQU'AU 31 MARS

-10% -15%
ET JUSQU'À
-25%
SUR VOS FENÊTRES

Art & Fenêtres
L'ART D'ÊTRE UNIQUE

Face aux Prés salés
LA TESTE DE BUCH

05 57 730 824

Salon de l'Agriculture

La finance en passe d'accaparer les terres agricoles

Selon la Fédération nationale des Safer, des sociétés financières parviennent de plus en plus fréquemment à prendre le contrôle de terres agricoles en contournant les règles. Elle appelle à légiférer.

François Hollande attend des mesures immédiates

Le président, qui recevait Angela Merkel à l'Élysée, a réclamé des engagements immédiats des pays européens pour remédier aux crises du lait et du porc. Le prochain Conseil des ministres de l'UE est le 14 mars.

Le bio reste à l'écart de

Avec un marché en hausse de 10 % l'an dernier, l'agriculture bio ne connaît pas la crise

JEAN-DENIS RENARD
ENVOYÉ SPÉCIAL
jd.renard@sudouest.fr

Ce sont les agriculteurs bio de Normandie qui l'ont révélé en marge du salon. Ils ne parviennent plus à faire face à la vague de demandes de conversion. Désespérés par le prix du lait qu'ils produisent à perte, les éleveurs conventionnels voient dans le bio une planche de salut. « Les banques après desquelles ils sont endettés leur disent : "Soit vous arrêtez, soit vous passez au bio." Mais ce n'est pas la bonne méthode ! Passer au bio, c'est une autre démarche de production, et il vaut mieux avoir un peu de trésorerie. Si c'était la solution miracle... » soupire-t-on sur le stand de l'Agence Bio, la plateforme nationale d'information et d'actions pour le développement de l'agriculture biologique.

Nonobstant ces réserves, on n'a sans doute jamais autant parlé de bio que lors de cette 53^e édition du Salon de l'Agriculture. Par contraste avec l'essentiel des filières conventionnelles, le bio affiche une santé insolente. Publiés avant le début du salon, les chiffres 2015 de l'Agence Bio font apparaître une hausse des ventes supérieure à 10 % sur le marché français. Ce n'est pas la résurgence de la question des pesticides qui va inverser la tendance...

10 % de l'emploi agricole

Les prix payés aux producteurs leur permettent a priori de vivre : 430 euros la tonne de lait bio contre 297 euros la tonne pour le lait conventionnel en décembre. La comparaison s'arrête là : ni la production par vache laitière ni la somme de travail nécessaire sur l'exploitation ne sont les mêmes.

Le rythme des conversions sort l'agriculture bio de sa marginalité.

Avec près de 29 000 fermes en France (près de 4 200 en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes), la filière représente aujourd'hui plus de 100 000 emplois directs en France. Soit 10 % des emplois agricoles du pays à peu de chose près.

Tarissement des aides

Alors, tout va bien ? La situation pourrait être encore meilleure si les aides suivaient. Ces derniers jours, les acteurs du bio se sont émus du tarissement des enveloppes dévolues à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique.

Celles-ci sont débouclées par les pouvoirs publics au titre du deuxième pilier de la PAC (politique agricole commune), qui concerne le développement rural. « Dans certaines régions, les crédits qui résultent de la programmation 2014-2020 sont pratiquement consommés ! On va se retrouver dans une impasse », s'alarme Laurent Moinet, le secrétaire national de la Fédération nationale de l'agriculture biologique (Fnab).

« Désespérés, les éleveurs conventionnels voient dans le bio une planche de salut »

Ce sont les nouvelles grandes régions qui se retrouvent au cœur des critiques. La distribution de crédits du deuxième pilier de la PAC leur incombe. Selon les représentants du bio, la situation est particulièrement critique en région Centre et en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées.

À la Région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, les services du président (PS) Alain Rousset ne font



Le stand de la Fédération nationale d'agriculture biologique au Salon de l'Agriculture.

PHOTO GUILLAUME BONNALD / SUDOUEST

mention d'aucune difficulté particulière. L'aide renouvelée des pouvoirs publics est d'autant plus escomptée par la filière que celle-ci n'est pas mûre sur toutes les productions. Si elle en est la deuxième producteur européen, la France reste aux deux tiers tributaire des importations de porc bio selon les enseignes de la grande distribution.

Le pays est également déficitaire en lait et en céréales bio.

24 plates-formes

Pour autant, les circuits de commercialisation sont maintenant bien rodés. 24 plates-formes maillent le territoire et peuvent apporter les quantités désirées. « Qu'on ne vienne pas nous raconter que la res-

tauration collective ne trouve pas assez de bio. C'est le schéma d'il y a dix ans. Essayer ce reproche est assez agaçant alors que nous pouvons fournir à la demande. La réalité, c'est plutôt la sous-commande », réagit Dominique Marion, le président de la Fédération régionale (Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes) de l'agriculture biologique.

« La crise doit nous interroger sur le modèle »

STÉPHANIE PAGEOT

La présidente de la FNAB invite le monde politique à revoir ses schémas de pensée

Installée en Loire-Atlantique, Stéphanie Pageot est la présidente de la Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB).

« SudOuest ». L'agriculture bio est-elle à sa place au salon ?

Stéphanie Pageot. Elle l'est d'autant plus que c'est l'agriculture de demain. Nous apportons des réponses concrètes sur les enjeux économiques, environnementaux et sociaux de l'agriculture française.

La crise inédite que connaît l'agriculture conventionnelle doit vraiment nous interroger sur le modèle en place. Le nôtre renvoie à l'autonomie des fermes, en intrants chimiques et en OGM bien évidemment (ils sont interdits en bio, NDLR), mais aussi en fourrage que nous produisons sur les exploitations. Nous prônons un modèle de fermes résilientes du fait de la diversification de nos cultures.

Le monde politique est-il convaincu ?

Les politiques reconnaissent le dynamisme de l'agriculture biologique. Ils sont d'accord sur le fait qu'elle répond aux attentes de la société. Mais ils n'en sont pas encore

rendus à se dire que ce sera le modèle de demain. Cette limite était très claire dans l'échange que j'ai eu avec François Hollande lors de sa visite. Il m'a parlé de diversification dans le bio, pas d'un modèle agricole alternatif. Manuel Valls nous a assurés de son soutien, mais, en même temps, il se dirige vers un allègement des normes qui devaient conduire à terme à une réduction de 50 % de l'usage des pesticides. Cette réponse à la pression mise par les organisations syndicales est complètement contradictoire avec le développement du bio. Permettre l'augmentation de la taille des élevages participe de la même incohérence : on poursuit dans la même impasse.

L'agriculture bio représente 4,9 % de la surface agricole utile.

En deçà des objectifs ?

Le plan de 2013 prévoyait un doublement des surfaces en 2017. Il va malheureusement être compliqué d'y parvenir, même s'il y a une vraie dynamique de la conversion.

La crise du conventionnel, une chance ou un piège pour le bio ?

On ne pourra pas servir de bouée de sauvetage à tout le monde. J'ai sensibilisé le ministère au problème. Produire bio suppose un autre état d'esprit. La crise du conventionnel est une opportunité pour le développement de l'agriculture bio, elle ne doit pas devenir un piège. Recueil par J.-D. R.



Stéphanie Pageot : « Produire bio suppose un autre état d'esprit. » PHOTO GUILLAUME BONNALD

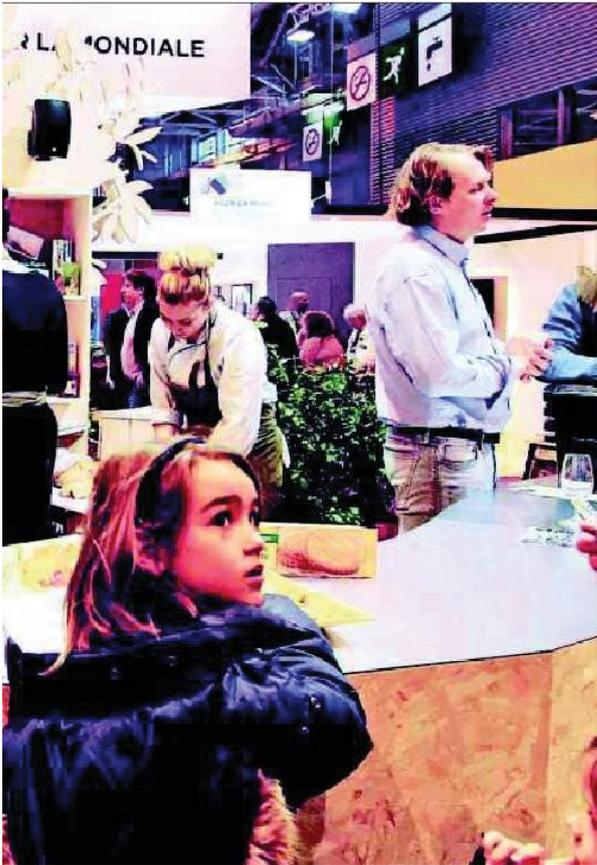
Le coût de la dépollution de l'eau pèse sur la facture des ménages

En 2011, une étude de l'État avait fait grand bruit : elle chiffrait le coût de la dépollution de l'eau rendue nécessaire par l'agriculture entre 1 et 1,5 milliard d'euros par an. Cette somme pèse d'abord sur les ménages, via la facture d'eau pour la plus grande partie.

Stéphane Le Foll entame la tournée des capitales européennes

Le ministre de l'Agriculture se rendra la semaine prochaine en Allemagne, en Pologne, en Slovaquie et aux Pays-Bas. À chaque étape, il rencontrera ses homologues pour préparer le Conseil agricole européen du 14 mars. Objectif : sortir de la crise agricole.

la calamité agricole



REPÈRES

1,3

En million d'hectares, la surface agricole cultivée en bio en France.

17,3

En pourcentage, la hausse de la surface agricole bio (certifiée et en conversion) durant l'année 2015.

5,5

En milliards d'euros, le poids annuel du marché du bio dans l'Hexagone.

4,7

En pourcentage de la surface agricole utile, celle dévolue au bio en Aquitaine. Mieux qu'en Poitou-Charentes (2,6%) et que dans le Limousin (3,3%).

35

En agriculture conventionnelle, le nombre moyen de traitements phytosanitaires administrés à la pomme en 2011, dernière année recensée par les services du ministère.

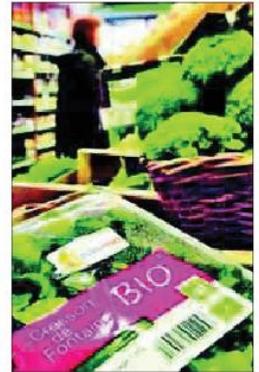
À Bordeaux, le tissu du commerce bio s'étoffe

CONSUMMATION

Le bio est devenu un genre de vie à part entière. Exemple à Bordeaux

La Vie saine, Biocoop, Bio c' Bon... Difficile, désormais, de louer les enseignes de produits bio dans l'agglomération bordelaise. Le centre-ville, naguère, manquait même d'enseignes classiques. Avec l'ouverture de petites surfaces, ce n'est plus le cas. Il arrive même, comme rue Judaïque, à deux pas de la place Gambetta, que la Biocoop (qui a ouvert le 29 janvier) ait pour voisine d'en face une superette classique disposant elle-même d'un petit rayon bio. Concurrentes ? « Je ne crois pas », sourit Christina, une des sept employées de ce magasin de 180 m² rattaché au plus ancien et plus étendu (385 points de vente) réseau français de produits bio.

Ici, la clientèle vient à pied. « Le matin, nous avons des personnes âgées qui apprécient notre « service arrière » avec produits frais à la demande ; à midi, c'est une clientèle de gens travaillant dans le quartier ; le soir, des étudiants viennent compléter le repas du soir ou chercher des produits spéciaux », détaille Christina. Son collègue Sylvain a travaillé à la Biocoop de Caudéran, dont une partie de la clientèle, vivant plus près du centre, a migré ici. « Ici, des familles trouvent l'essentiel - alimentaire et non alimentaire - pour tenir une maison. »



Les enseignes de produits bio se multiplient à Bordeaux.

PHOTO GUILAUME BONNAUD/SUDOUEST

nant des dattes dans un sachet en papier kraft.

Clientèle « plutôt aisée »

Adam, fonctionnaire de 25 ans, un pot de crème d'amandes blanches à la main, est un de ces jeunes qui ont choisi le bio. « Je n'achète pas tout ici mais surtout ces produits, alimentaires ou non, qu'on ne trouve pas dans les circuits habituels. » Lui juge que la clientèle du bio « est plutôt aisée ou âgée » et espère que dans un avenir proche, ces produits vont devenir meilleur marché. « Mais parfois, ce n'est pas vraiment plus cher et, en tout cas, je ne ferais pas comme la majorité de ceux de mon âge qui se nourrissent mal parce que leur argent passe à autre chose. »

Rue Judaïque, Christina est certaine que l'ouverture de la Biocoop répond à une attente. « La première s'était installée cours Pasteur, un autre magasin va ouvrir aux Chartrons. » Le réseau fait peu de publicité, jamais à la télé, mais deux distributions de pommes en ville et le bouche-à-oreille ont suffi à amorcer la pompe. Ici, on parle « fruits et légumes de saison », « sans OGM », « circuits courts ». Le litche de Noël ou le miel de Nouvelle-Zélande, fût-il délicieux, non merci ! Place au producteur du coin, à l'huile de palme issue de plantations certifiées, au café, sucre ou chocolat « équitables ».

Nouvelles cartes de fidélité

La diversité est pourtant de mise et même l'innovation, avec cette variété de boulettes végétariennes, de steaks de soja... Au Grand Marché Bio, le soja est estampillé « Sud Ouest », le vin est bio, voire « biodynamique », le pain aux farines choisies est cuit sur place. Et ça marche. « Tous les jours, on établit de nouvelles cartes de fidélité », se réjouit Benjamin Olivier. Et l'on n'a pas évoqué ici ces rayons bio qui ont essaimé dans toutes les grandes surfaces classiques... **Christophe Lucet**

Le cochon fait de la résistance

■ Le porc bio, une denrée rare ? Il n'y a que 240 élevages porcins bio dans le pays, à comparer avec les (presque) 5 000 élevages bovins, lait et viande de la filière. Ce contraste a des conséquences sur les habitudes de consommation. Seuls, 16% des Français achètent du porc et de la charcuterie bio, quand 78% font de même pour les fruits et légumes.

Il y a des explications historiques à ce constat. La production porcine, centralisée en Bretagne, est un temple du productivisme agricole, bien loin des préceptes de l'agriculture bio. Quant à la grande distribution, qui se plaint maintenant de ne pas avoir assez de volumes à mettre en rayon, elle s'est tardivement intéressée au porc bio, selon la Fédération nationale de l'agriculture biologique.



importantes, ce n'est généralement pas un obstacle. Dans les élevages porcins bretons, on n'a pas le même espace à disposition », relève François Vally, le vice-président de la Fédération nationale porcine, lui-même éleveur en Bretagne.

Les prescriptions pour la production de porc bio sont par ailleurs incompatibles avec l'agencement des bâtiments en élevage conventionnel. « Il faut 1,20 m² par animal en bio, 0,8 m² en conventionnel. Le sevrage ne peut pas intervenir avant 35 jours en bio, 28 jours en conventionnel. On n'a pas le droit de vendre avant 180 jours d'engraissement en bio, 150 jours en conventionnel. Pour convertir un élevage de porcs en bio, il faut tout casser

et tout refaire. Ce sont des investissements très importants. Alors le bio pour un élevage qui démarre, oui, pour un qui fonctionne déjà en conventionnel, non. Dans ma commune, on a été trois exploitants sur neuf à réfléchir à la question, on est tous les trois restés en conventionnel. Financièrement, on ne passait pas », explique François Vally.

« LES MÊMES EFFORTS »

L'élu mentionne également des problèmes liés aux circuits de commercialisation. Le porc bio est très bien valorisé dans le jambon et les côtes, par exemple, beaucoup moins dans les autres morceaux. « S'il nous reste une demi-bête sur les bras à vendre au prix du conventionnel, ça ne vaut pas le coup. Car le coût de revient sera celui du bio pour le porcelet », justifie-t-il.

Pour le reste, François Vally s'insurge contre l'image très dégradée de l'élevage porc intensif. « On a fait les mêmes efforts que les autres. Tout le monde croit nos bêtes gavées d'antibiotiques, ce n'est pas le cas. Quand vous êtes malade, vos antibiotiques sont remboursés. Quand mes porcs sont malades, ils ne le sont pas. J'en utilise un minimum », argumente-t-il. **J.-D. R.**

Fini le cliché du bobo

Rue Ravez, à deux pas du cours Alsace-Lorraine, le Grand Marché Bio est carrément une moyenne surface où l'on mesure à quel point l'offre s'est étoffée en peu d'années. Cosmétiques, produits d'entretien, d'hygiène, compléments alimentaires et produits pour animaux complètent l'habituelle palette des produits frais, des fruits et légumes et de l'épicerie sèche. « Les gens aiment la nouveauté et j'ai vu beaucoup de changements dans nos rayons depuis mon arrivée en 2011 », témoigne Benjamin Olivier, l'adjoint du gérant.

Et la clientèle ? Le cliché du « bobo » (bourgeois-bohème) aisé tient-il toujours ? Ne voit-on ici que les adeptes des régimes sans sel, sans gluten ou sans lait de vache ? « Non, on ne peut plus parler de mode : maintenant, c'est un genre de vie, car dans tous les milieux, les gens font plus attention à ce qu'ils consomment », estime Benjamin. Une cliente martiniquaise en fournit l'illustration : « Je recherche d'abord la qualité du produit, en particulier les fruits. Je les veux nutritifs, goûteux et à maturité. » La nature a-t-elle un prix ? « Il n'est pas beaucoup plus cher et, de toute façon, on s'y retrouve », sourit-elle en enfour-

Radio

Le 27 février
France Culture
Emission: Le journal de 22h
2,4 % d'audience cumulée
Interview de Stéphanie Pageot : 5 mn



29 février
France Inter
Emission: Le Téléphone sonne
Diffusion: 19h20 -20h
10,2% d'audience cumulée
784.000 auditeurs en moyenne pour cette émission
(Médiamétrie)

VIDÉOS

LE TÉLÉPHONE SONNE

par Nicolas Demorand
du lundi au jeudi de 19h15 à 20h



l'émission (ré)écouter | à venir | contactez-nous | podcast

l'émission du **lundi 29 février 2016**

Le bio peut-il sauver l'agriculture française ?

52 commentaires

(ré)écouter cette émission
disponible jusqu'au 24/11/2016 19h20

Recommander 238 | Tweeter | G+ 3

Le bio peut-il sauver l'agriculture française ?

Stéphanie Pageot

Eleveuse laitière

Présidente de la FNAB (Fédération nationale d'agriculture biologique)

Claude Gruffat

Président de l'enseigne Biocoop

Thomas Laurenceau

Rédacteur en chef de 60 millions de consommateurs



L'élevage en astive à Narcoz (Pyrénées) © Radio France - 2016

invité(s)



Stéphanie Pageot
Présidente de la FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique)
[en savoir plus >](#)



Thomas Laurenceau
Rédacteur en chef de "60 millions de consommateurs"
[en savoir plus >](#)



Claude Gruffat
Président de Biocoop
[en savoir plus >](#)

3 mars 2016

Europe 1

Emission « Il n'y en a pas deux comme elle » diffusé de 15h à 16h

Interview de Stéphanie Pageot. Durée : 15mn.

12% d'audience cumulée (Mediamétrie)

Environ 450.000 auditeurs en moyenne pour cette émission



ACCUEIL / IL N'Y EN A PAS DEUX COMME ELLE / 03/03/2016

Il n'y en a pas deux comme elle – Pesticides, polluants, perturbateurs endocriniens : Est-il possible de manger vraiment sainement ?

SAISON 2015 - 2016 © 16h03, le 03 mars 2016

AA



PODCASTS

TÉLÉCHARGER

0 partage



Chaque jour, Marion Ruggieri répond à une question, décortique les tendances du moment en compagnie d'un spécialiste et d'un grand témoin. #P2CE

Invité(s) : Céline Hess-Halpern , avocate spécialisée en droit de la santé, publie « Tout ce qu'on nous fait avaler » aux éditions Albin Michel, Stéphanie Pageot Présidente de la FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique) et Marc-David Choukroune cofondateur de l'entreprise sociale « La ruche qui dit oui ! »

SUD OUEST ABONNEMENT 100% NUMÉRIQUE

+ L'Édition du soir **DÈS 19H**

à partir de **1€** /mois

J'en profite

INTERNET + APPLICATIONS (tablettes et smartphones)

Sélection des principales
publications

3 mars

Site Europe 1 : 12 millions de visites / mois (OJD) + Appli Europe 1 : 3,4 millions visites / mois (OJD)

Article paru sur le site suite à l'interview de Stéphanie Pageot dans l'émission « Il n'y en a pas 2 comme elle ».



E1

EN DIRECT

R= VOTRE FORFAIT 4G SANS ENGAGEMENT

15Go=15€ / MOIS
OFFRE DE LANCEMENT RÉSERVÉE AUX 100 000 PREMIERS CLIENTS

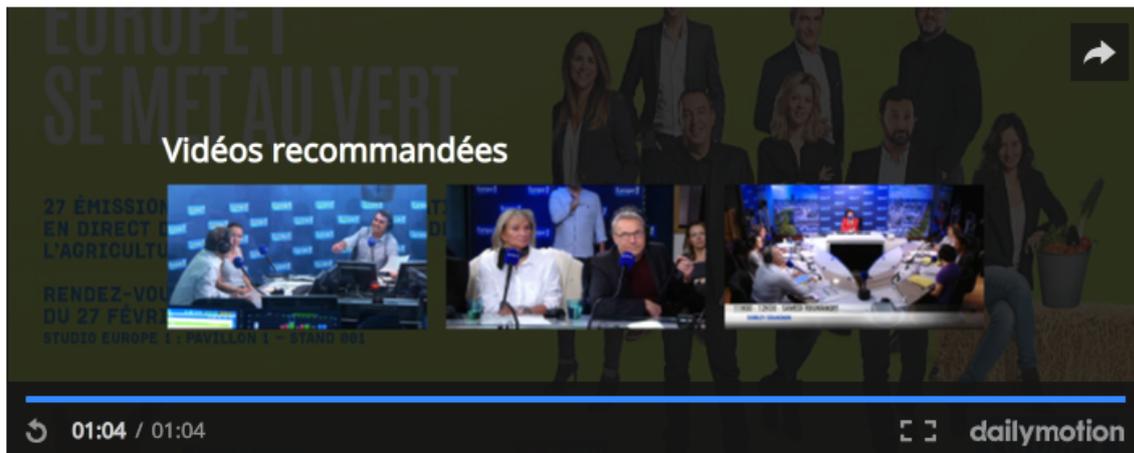
J'EN PROFITE
mentions légales

ACCUEIL / SANTÉ

"Aujourd'hui, le bio est ultra contrôlé"

16h28, le 03 mars 2016

AA



5 partages

Sur Europe 1, Stéphanie Pageot, présidente de la FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique), est revenu sur les bienfaits de l'agriculture biologique.

Perturbateurs endocriniens ou polluants, les études qui montrent la présence de pesticides dans [les pommes](#), [les salades](#) ou encore [les vins](#) ne cessent de se multiplier. Une problématique d'autant plus d'actualité qu'a lieu actuellement le [Salon de l'Agriculture](#), à Paris.

Prendre conscience des ravages des pesticides. Céline Hess-Halpern, avocate spécialisée en droit de la santé, a expliqué dans *Il n'y en a pas deux comme elle* jeudi, qu'"une fois qu'on a pris conscience que l'on mange des choses chimiques (...) c'est déjà un premier pas". Dans son ouvrage *Tout ce qu'on nous fait avaler*, elle explique qu'il faut être prudent, dès lors qu'on "ne maîtrise pas les additifs et l'ampleur de leurs conséquences". Et si la solution passait définitivement par [le bio](#) ?

"Un engagement auprès du consommateur". "Trop cher", "pas vraiment bio", les critiques ne manquent pas pour qualifier [les produits issus de l'agriculture biologique](#). Stéphanie Pageot, présidente de la FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique), se veut rassurante. "Aujourd'hui, le bio est ultra surveillé. On a des contrôles une fois par an et des contrôles inopinés", confie-t-elle. "C'est un vrai engagement auprès du consommateur", affirme Stéphanie Pageot tout en expliquant que le bio est une pratique des producteurs qui passe par une "non utilisation de produits chimiques de synthèse et d'OGM sur toute l'exploitation".

>> [Retrouvez l'intégrale de l'émission "Il n'y en a pas deux comme elle" ici](#)

SUR LE MÊME SUJET :

[Un label bio change-t-il les méthodes d'abattage ?](#)

[Pesticides : des ONG portent plainte contre Monsanto](#)

[Pesticides : "Le ministère de l'Agriculture doit prendre ses responsabilités"](#)



Par G.P.

27 mars

Site lexxpress.fr : 29 millions de visites / mois selon l'OJD

Appli lexxpress : 7,2 millions visites / mois (OJD)

Citation Stéphanie Pageot (voir page suivante)

Fi info App Mobile Newsletter S'abonner

lexxpress L'Expansion Rechercher

lexxpress ACTUALITÉ ÉCONOMIE FINANCES PERSO ENTREPRISE EMPLOI STYLES TENDANCES VIDÉOS

À LA UNE ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ENTREPRISES HIGH-TECH CARRIÈRE IMMOBILIER ENERGIE BOURSE PLACEMENT IMPÔTS VIDÉOS

Salon de l'agriculture: en pleine crise, le bio terre de salut?

Economie / Actualité économique / Par Sébastien Pommer, publié le 27/02/2016 à 12:47, mis à jour à 12:53

1.2K partages

Partager Tweeter LinkedIn

2 réactions



Comme ce producteur de légumes localisé à Marseille, les agriculteurs sont de plus en plus nombreux à se tourner vers le bio. PHOTO:QIRLA PROVENCE/MAXPPP

Les agriculteurs sont chaque année un peu plus nombreux à abandonner les pesticides pour convertir leurs exploitations en agriculture biologique. Un secteur porteur et une réponse à la crise agricole?

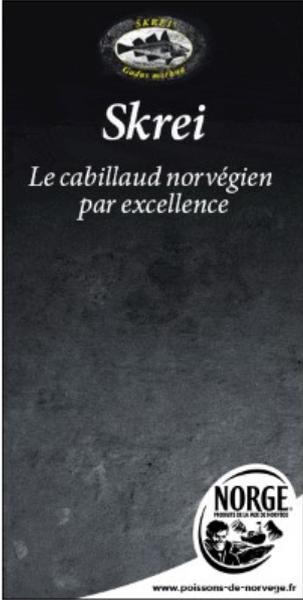
Secteur laitier en ébullition, [crise porcine...](#) Le malaise [qui traverse le monde agricole](#) est profond. En cause: la chute des prix de la production. Les industriels achètent au plus bas, [les producteurs ne vivent plus de leur travail](#) et au bout de la chaîne, le consommateur choisit en fonction de l'étiquette. Une exception existe: [le bio](#).

Dans cette agriculture raisonnée où le rendement n'est pas la clé de la réussite, le client accepte de payer plus cher. Un secteur qui séduit chaque année un peu plus d'agriculteurs et d'éleveurs, à en croire les chiffres annuels présentés par l'Agence Bio en amont [du salon de l'Agriculture](#), qui a connu ce samedi une [ouverture mouvementée](#).

LIRE AUSSI >> [VIDEO. "Hollande démission": le président chahuté au Salon de l'agriculture](#)

La demande explose

Selon l'étude réalisée par CSA, 65% des Français ont consommé du bio de manière régulière l'année dernière. C'est deux fois plus qu'il y a 15 ans. "Le bio continue son ascension et répond aux attentes des consommateurs", notent les spécialistes qui parlent de "niveaux inédits atteints" en terme d'achats. Ainsi, on estime qu'en France, ce marché a progressé de 10% sur un an, pour atteindre "un chiffre record de 5,5 milliards d'euros".



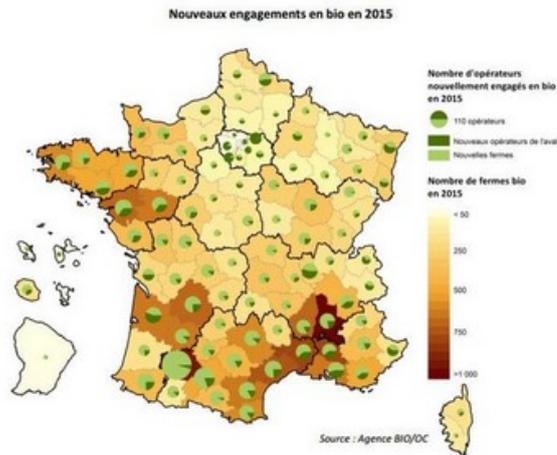
Skrei
Le cabillaud norvégien par excellence

NORGE
www.poissons-de-norvege.fr



Les producteurs se convertissent

Les agriculteurs sont également de plus en plus nombreux à franchir le pas de la conversion biologique. Les surfaces agricoles engagées en agriculture bio ont bondi de 17% en un an pour atteindre 1,3 million d'hectares. Sur ce total, plus d'un million d'hectares sont certifiés bio et 300 000 sont en cours de conversion, le processus prenant plusieurs années. Toutefois, si la dynamique est enclenchée, le bio ne représente qu'à peine 5% des terres agricoles françaises.



Cartographie de la conversion en bio en France. Agence Bio / L'Express

Symbole de cette agriculture moins productiviste, la hausse du nombre d'agriculteurs bio est plus importante que celle des superficies. En 2015, on comptait ainsi 8,5% de fermes bio supplémentaires sur un an, soit un total de 28725 établissements. Certes, c'est encore extrêmement minoritaire dans le paysage agricole (6,5% des fermes françaises), mais cela représente déjà près de 10% des emplois agricoles du pays. Au global, l'Agence Bio estime que le secteur génère "plus de 100 000 emplois directs en équivalent temps plein".

Un effet crise agricole?



Des agriculteurs bloquant une voie d'accès à Rennes le 17 février 2016 pour protester contre la chute des prix du lait et de la viande. afp.com/JEAN-SEBASTIEN EVRARD

La présidente de la Fédération nationale de l'Agriculture biologique (FNAB), Stéphanie Pageot, confirme cette tendance et constate "une nouvelle vague de conversion au bio depuis six mois sur tout le territoire", comme elle l'explique au *Monde*. "Cette vague est plus forte qu'en 2009, la crise étant plus aigue", juge cette éleveuse de vaches laitières en Loire-Atlantique.

LIRE AUSSI >> [Face à la crise agricole, quels remèdes?](#)

Et, malgré l'importance des investissements à consentir pour une conversion, le bio attire désormais toute la famille agricole: des éleveurs, aux agriculteurs, en passant par les vignerons et même les céréaliers.

De là à apporter une réponse à la crise que [les grands plans à coup de millions d'euros des pouvoirs publics](#) n'ont pas réussi à régler? Aujourd'hui, le lait, en conventionnel, se négocie autour 270 euros la tonne. Contre 400 à 450 euros en bio. CQFD.

AIDES AU BIO

Plusieurs régions pourraient ne plus aider les conversions dès 2016

🕒 25.02.16

Agrodistribution ()



© Cédric Faimali/GFA

La bio va-t-elle être victime de son succès ? La profession reproche aux Régions et à l'État des budgets insuffisants pour subventionner la conversion. Les régions Centre et Midi-Pyrénées ont déjà consommé en 2015 l'enveloppe prévue pour cinq ans.

« Les aides à la conversion en bio programmées par les Régions pour la période 2015-2020 sont déjà épuisées dans plusieurs d'entre elles ! », s'alarment la Fédération nationale d'agriculture biologique (Fnab), les chambres d'agriculture (APCA) et le Syndicat des transformateurs et distributeurs bio (Synabio) dans un communiqué du 25 février 2016.

C'est le cas dans les Régions Centre et Midi-Pyrénées qui ont épuisé les aides programmées pour la période 2015-2020, dénonce la Fnab, qui souligne que « d'autres les ont drastiquement restreintes ou plafonnées, comme en LRMP et en Paca ». Les trois organisations ont interpellé les présidents de Région et le ministre de l'Agriculture, qui ont tendance à se renvoyer la balle.

Plus de place pour les nouveaux

Alors que le jour même, l'Agence bio annonçait fièrement une année 2015 « record » (<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/agriculture-biologique-grandes-cultures-et-elevage-bovin-soutiennent-la-dynamique-de-conversion-1,0,672669776.html>) en nombre de consommateurs bio et de dynamisme de la filière, dans les fermes la situation est moins rose, tempère la Fnab. Le manque d'aides à la conversion met à mal l'aide au maintien. En Bretagne, Pays de la Loire, Lorraine et Champagne-Ardenne, les aides au maintien sont plafonnées et priorisées pour pallier l'insuffisance des aides à la conversion, a déjà recensé la Fnab, qui milite pour « des aides à la conversion et au maintien accessibles partout et pour tous sans limitation de durée ».

« 160 M€/an quand il faudrait 230 M€/an »

L'enveloppe totale (État et Europe) prévue est de 160 M€/an pour la conversion et le maintien pour la période 2015-2020. C'est largement insuffisant pour accompagner la filière et atteindre les objectifs du plan Ambition bio 2017, que la Fnab estimait entre une fourchette de 170 et 230 M€/an, pour des rythmes de conversions de 50 000 à 300 000 ha par an. Pour 2015, avec près de 220 000 ha convertis en bio, il est facile de prévoir que les fonds vont manquer... Les 2 259 exploitations qui sont passées au bio l'an passé ont été servies, mais qu'en sera-t-il en 2016, s'inquiète la profession, qui entend se mobiliser à l'occasion du Salon de l'agriculture.

Sophie Bergot

Agriculture bio : votre région soutient-elle vraiment les alternatives au...

<http://www.bastamag.net/Votre-region-soutient-elle-la-bio>

[\(http://www.bastamag.net/\)](http://www.bastamag.net/)

DÉCRYPTER (APPROFONDIR) RÉSISTER (RESISTER) INVENTER (INVENTER) DÉBATTRE (DEBATTRE)

CHRONIQUES (CHRONIQUES) DOSSIERS (SPIP.PHP?PAGE=DOSSIERS)

QUI SOMMES-NOUS ? (QUI-SOMMES-NOUS)

Rechercher

Accueil (<http://www.bastamag.net/>) > Décrypter (Approfondir) > Agriculture bio : votre région soutient-elle vraiment les alternatives aux (...)

AGRICULTURE

Agriculture bio : votre région soutient-elle vraiment les alternatives aux pesticides ?

PAR GERMAIN LEFEBVRE (GERMAIN-LEFEBVRE), NOLWENN WEILER (NOLWENN-WEILER) 3 MARS 2016



[Ajouter \(spip.php?page=profil&retour=Votre-region-soutient-](#)

Atteindre 20% des terres agricoles françaises en bio en 2020 : tel était l'objectif fixé il y a presque dix ans. On en est encore très loin ! Le nombre de fermes bio augmente moins vite que la demande de produits sans pesticides. Que font les régions en la matière, alors qu'elles disposent de plusieurs budgets accordés par l'Europe et sa politique agricole commune ? L'agriculture bio se porte bien dans le sud de la France mais demeure très marginale dans le nord et le centre. Même si elle crée plus d'emplois que l'agriculture industrielle et polluante, elle est loin d'être autant soutenue, alors que l'austérité menace. Explications et cartographie.



<http://portail.bastamag.net>

[Basta! in English](#) ([Basta-in-english](#))

[Basta! en español](#) ([Basta-en-espanol](#))

[Basta! in italiano](#) ([Basta-in-italiano](#))

► [MON ESPACE LECTEUR](#)

([SPIP.PHP?PAGE=PROFIL](#))



([don](#))

[NEWSLETTER \(SPIP.PHP?PAGE=INSC NEWSLETTER\)](#)

[ENQUÊTES \(ENQUETES\)](#)

[REPORTAGES \(REPORTAGE\)](#)

[ENTRETIENS \(ENTRETIENS\)](#)

[VIDÉOS \(SPIP.PHP?PA](#)

[GRANDS-FORMATS \(GRANDS-FORMATS\)](#)

[DERNIERS ARTICLES \(SPIP.PHP?PA ARTICLES\)](#)



(<http://www.multin>

LES PLUS LUS

MOUVEMENT SOCIAL

[Mobilisations du 9 mars : la carte des actions contre le démantèlement du droit du travail \(Greve-generale-le-9-mars-la-carte-des-mobilisations\)](#)

ALIMENTATION

[Crise du monde agricole : « En 2008, on a sauvé les banques, et si en 2016, on sauvait les agriculteurs ? » \(Agriculture-derriere-le-desarroi-un-modele-economique-a-bout-de-souffle\)](#)

VIDÉO

[La mobilisation en ligne contre le projet de démantèlement du droit du travail cartonne \(La-mobilisation-en-ligne-contre-](#)

Agriculture bio : votre région soutient-elle vraiment les alternatives au...

En France, à peine 5% de la surface agricole sont cultivés selon le cahier des charges de l'agriculture biologique, qui proscrit notamment l'usage de pesticides. L'objectif, fixé en 2009, d'atteindre 6% de surface en bio en 2012 n'a donc pas été respecté. Quant à celui de parvenir à 20% des terres agricoles en bio d'ici quatre ans, il est désormais quasi inatteignable et marquera un échec supplémentaire du gouvernement.

Cette moyenne nationale cache pourtant d'importantes disparités entre régions. Seule une « ancienne » région [1] est en passe d'atteindre l'objectif des 20% : la PACA, avec plus de 15% de surfaces agricoles en bio (cliquez sur les régions concernées de notre carte). Cinq autres régions ont quasiment atteint l'objectif de 6%. En queue de peloton, le nord du pays (Nord-Pas de Calais, Haute-Normandie et Picardie), avec à peine 1% des cultures vierges de tout pesticide. C'est la région Rhône-Alpes qui compte le plus grand nombre de paysans bio, avec 3000 exploitants. Quinze fois plus que l'Île-de-France, avec seulement 207 agriculteurs en bio. Pourquoi l'agriculture sans pesticides et engrais chimiques se développe-t-elle au sud du pays et pas au nord ?

Agriculture bio : de grandes disparités entre régions

Cliquez sur une région pour voir les détails



Cliquez sur une région pour consulter les informations

« La taille moyenne des fermes en Paca est plus petite que la moyenne nationale, explique Anne-Laure Dossin, de Bio de Provence-Alpes-Côte d'Azur (<http://www.bio-provence.org>), association qui représente les agriculteurs bio. C'est moins compliqué et moins risqué de convertir de petites surfaces. Nous avons aussi une tradition de vente directe via les marchés, et donc plus de contacts avec les consommateurs qui sont demandeurs de produits bio. » Le climat, enfin, est plus propice : il y a moins de maladies du type mildiou ou oïdium.

Difficultés d'accès au foncier

Dans le Nord de la France, l'agriculture bio peine à se faire une place face à l'agriculture intensive solidement installée. Les

<http://www.bastamag.net/Votre-region-soutient-elle-la-bio>

[le-projet-de-demantelement-du-droit-du-travail](#)

HABITAT

[Une maison de retraite coopérative et écologique pour que « les vieux » ne deviennent pas « des marchandises » \(Dans-la-banlieue-lyonnaise-un-habitat-cooperatif-pour-vivre-au-mieux-la\)](#)

TRANSITION

ÉNERGÉTIQUE

[Plutôt que d'investir dans la géothermie, le gouvernement vend la seule centrale du pays au privé \(Quand-l-Etat-vend-au-privé-l'une-des-seules-centrales-électrique-geothermique\)](#)

FINANCE SOLIDAIRE

[Comment reconnaître une banque véritablement alternative, éthique et d'utilité publique \(Comment-reconnaitre-une-banque-veritablement-alternative-ethique-et-d-utilite\)](#)

LES PLUS RECENTS

[\(SPIP.PHP?PAGE=DERNIERS-ARTICLES\)](#)

SANTÉ AU TRAVAIL

[Pourquoi la réforme du code du travail met en péril la sécurité et la santé des salariés \(Qui-meurt-du-travail-aujourd-hui-en-France\)](#)

MANIFESTATIONS

[Inégalités salariales, discriminations sexistes : « Être féministe aujourd'hui](#)



<http://www.bastamag.net/La-carte-de-France-des>



<http://portail.bastamag.net>

DOSSIERS

[\(SPIP.PHP?PAGE=DOSSIERS\)](#)

ATTENTATS

[Que faire face au terrorisme ? \(spip.php?page_id_mot=180\)](#)

STRESS,

PÉNIBILITÉS...

[Transformer le travail \(spip.php?page_id_mot=68\)](#)

MODÈLE DE

DÉVELOPPEMENT

[Des grands projets... inutiles ? \(spip.php?page_id_mot=87\)](#)

TOUS LES DOSSIERS

[\(SPIP.PHP?PAGE=DOSSIERS\)](#)

Ma vie au travail

[\(Ma-vie-au-travail\)](#)

Emploi (Emploi)

Multinationales

[\(Multinationales\)](#)

Capitalisme

[\(Capitalisme\)](#)

Luttes sociales

[\(Mouvement-social-et-syndicalisme\)](#)

Syndicalisme

[\(Syndicalisme\)](#)

Conditions de

travail

[\(Conditions-de-travail\)](#)

TOUTES LES

THÉMATIQUES

[\(SPIP.PHP?PAGE=THEMES\)](#)

industriels y ont trouvé des terres d'excellente qualité et un relief peu accidenté favorisant l'aménagement des immenses champs qu'elle affectionne. La proximité de Paris et de Lille, facilitant la commercialisation, a aussi joué en faveur du développement de l'agriculture intensive. « Ces différents atouts pourraient aussi jouer en faveur de l'agriculture bio, estime Jean-Baptiste Pertriaux, de Bio-Picardie (<http://www.bio-picardie.com>). Mais un autre facteur est à prendre en compte : la difficulté d'accès au foncier pour les jeunes agriculteurs qui veulent s'installer en bio. » Dans le Nord, après cinq ans de recherche, 80% des porteurs de projets en recherche de terres n'y ont toujours pas accès (Lire [l'article](http://www.bastamag.net/Comment-des-dessous-de-table) (<http://www.bastamag.net/Comment-des-dessous-de-table>) de la Revue dessinée sur le sujet) ! Pourtant, les exécutifs régionaux ont mis en place des incitations à l'installation en bio, mais il n'y a pas suffisamment de terres...

« Quand la bio se développe, c'est aussi grâce aux acteurs économiques locaux, indique Frédéric Mony, du groupement d'agriculteurs bio de Lorraine, où la bio s'étend sur seulement 3,4% du territoire. En Moselle par exemple, des laitiers ont incité les agriculteurs à se convertir, parce qu'ils avaient une demande, en proposant des aides financières. » Une grande partie du territoire lorrain est occupé par les cultures de céréales. « En bio, il y avait trop de baisse de rendement par rapport aux primes que cela rapportait », estime Frédéric Mony. « Mais cette année, la ré-évaluation des primes européennes pour les bios a favorisé les conversions. En 2015, on a augmenté la surface agricole bio du département de 20% ! Les aides publiques jouent bien sûr un rôle fondamentale dans l'orientation politique de l'agriculture. »

Certaines régions choisissent de limiter les aides

Depuis 2010, les régions gèrent directement une partie des aides de la politique agricole commune (PAC) dédiées au « développement rural ». « Ces aides, qui visent à compenser les surcoûts et manques à gagner liés aux pratiques biologiques, se déclinent en deux volets, explique Clara Gasser, de la Fédération nationale de l'agriculture biologique (Fnab (<http://www.fnab.org>)) : aide à la conversion et aide au maintien. Elles sont accordées pour une durée de cinq ans. » Pour pouvoir répondre aux besoins du plus grand nombre d'agriculteurs, certaines régions ont choisi de plafonner ces aides.

Ailleurs, pour le versement des aides au maintien, on priorise certains secteurs. En région Paca par exemple, les aides au maintien sont destinées aux agriculteurs bio proches des captages d'eau potable, sur une nappe phréatique par exemple, afin de limiter leur contamination par des pesticides. « En Aquitaine, elles sont prioritairement versées aux agriculteurs 100% bio ou encore fléchées prioritairement pour les maraîchers ou producteurs de légumes de plain champ en Basse-Normandie », décrit Clara Gasser. Seules huit anciennes régions – l'Alsace, la Bretagne, la Haute-Normandie, l'Île-de-France, le Limousin, le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie et le Rhône-Alpes – accordent les aides à la conversion et au maintien, sans plafond ni préférence géographique.

[n'est pas un vain mot » \(Inegalites-salariales-discriminations-sexistes-Etre-feministe-aujourd-hui-n-est\)](#)

AGRICULTURE
[Agriculture bio : votre région soutient-elle vraiment les alternatives aux pesticides ? \(Votre-region-soutient-elle-la-bio\)](#)

APPEL À SOUTIEN
[Décrypter les médias dominants et leur « propagande parée d'objectivité » \(NADA-continuera-t-il-a-decrypter-les-medias-dominants\)](#)

DISCRIMINATIONS
[Contrôles au faciès : « Et si on refaisait à François Hollande le coup des étoiles ? » \(Controles-au-facies-Et-si-on-refaisait-a-Francois-Hollande-le-coup-des-etoiles\)](#)

EN BREF (INFOS-LUTTES)

07/03/2016 HONDURAS
[Une personnalité et militante écologiste assassinée au Honduras \(Assassinat-de-la-militante-ecologiste-Berta-Caceres-combien-de-plus-avant-de\)](#)
« Son arme, c'était sa voix », témoignent ses proches. Berta Cáceres, militante (...)

04/03/2016 MOUVEMENT SOCIAL

[Mobilisations du 9 mars : la carte des](#)

basta!
DANS LES MÉDIAS

(Basta-dans-la-presse)

[ACTUALITÉ DES MOUVEMENTS SOCIAUX \(ACTUALITE-DES-MOUVEMENTS-SOCIAUX\)](#)

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
[Un 8 mars de lutte pour l'égalité femmes-hommes en outre-mer AUSSI \(...\) \(http://www.ldh-france.org/8-mars-lutte-legalite-femmes-hommes-en-outre-mer/\)](#)

FIDH
[Le droit de choisir : entre liberté individuelle et lutte \(...\) \(https://www.fidh.fr/themes/droits-des-femmes/le-droit-de-choisir-entre-liberte-individuelle-et-lutte-collective\)](#)

INFOGM
[Nouveaux OGM : les Faucheurs rencontrent le ministre au Salon de \(...\) \(http://www.infoc/nouveaux-ogm-les-faucheurs-rencontrent-le-ministre-au-salon-de-l\)](#)

CIMADE
[Incendies en](#)

L'agriculture polluante soutenue ad vitam æternam, pas la bio

Autre entrave au soutien financier du bio : la limitation à cinq ans du versement des aides au maintien dans plusieurs régions. « *On s'est entendu dire que la région ne voulait pas d'une agriculture bio subventionnée ad vitam æternam* », sourit Frédéric Mony, du groupement des agriculteurs bios de Lorraine. Alors que l'agriculture intensive et polluante est sous perfusion depuis des décennies ! « *Nous devons organiser nos filières de façon à ce que la rémunération vienne de la commercialisation, et non des aides publiques...* » Sur les montants globaux d'aides versées au secteur agricole, les aides à la bio ne représentent pas grand chose.

« *En Paca, les aides à la bio représentent moins de 4% du programme de développement rural régional, qui encadre la gestion des aides publiques européennes, alors que l'agriculture biologique occupe plus de 15% des surfaces agricoles de la Région !* », illustre Anne-Laure Dossin. En région Picardie, 3,5 millions d'euros ont été versés à l'agriculture conventionnelle, contre 400 000 euros pour les bios, selon Bio-Picardie. Pour les associations de producteurs bio, les régions pourraient être plus offensives dans la défense de cette alternative. D'autant que d'autres aides, les « mesures agro-environnementales et climatiques », sont accordées à des agriculteurs qui décident, par exemple, de baisser de manière importante leur utilisation de pesticides.

Les régions aident-elles suffisamment l'agriculture bio ?

« *Ce type d'aides paie aussi bien que les aides bios alors qu'elles sont beaucoup moins contraignantes et n'interdisent pas le recours aux pesticides* », nuance Frédéric Mony, en Lorraine. Les conseils régionaux peuvent aussi débloquer ces aides spécifiques pour soutenir la conversion bio, comme l'a fait la région Ile-de-France. Autre procédé : la majoration des aides à l'installation à l'instar des Pays-de-la-Loire. Les jeunes agriculteurs peuvent y bénéficier d'un bonification de 60 % s'ils ont des projets 100 % bio (ateliers végétaux et animaux), soit 6 000 € (la base de la dotation jeune agriculteur (DJA) étant de de 10 000 €). Il existe enfin, dans la plupart des régions, des bonifications pour les bios qui souhaitent faire des investissements matériels.

« *Ce sont des choix politiques*, estime Frédéric Mony. *Les fonds PAC gérés par la région sont dotés par l'État, à hauteur de 25%, et par l'Europe à hauteur de 75%. Mais rien n'empêche les conseils régionaux de ponctionner leurs fonds propres pour les renforcer.* » Pour le moment, aucune région française n'a fait ce choix. Les seuls fonds propres versés directement aux agriculteurs bios sont les aides au financement de leur certification. C'est-à-dire le paiement annuel de l'organisme privé – Ecocert, Veritas, qualité France... – qui viendra contrôler que le cahier des charges de l'agriculture biologique est bien respecté.

On trouve aussi des financements « d'appuis techniques » : des techniciens spécialisés en élevage, en grandes cultures ou en maraîchage, se déplacent sur les fermes où ils aident les agriculteurs à comprendre l'invasion de prédateurs ou l'arrivée de maladies. « *L'agriculture bio, c'est très technique*, explique un

[actions contre le démantèlement du droit du travail \(Greve-generale-le-9-mars-la-carte-des-mobilisations\)](#)

Après la pétition Loi Travail : non merci ! qui a recueilli près d'un million (...)

03/03/2016 ALIMENTATION

[La crise agricole frappe aussi durement les éleveurs allemands \(Crise-agricole-le-mirage-d-un-modele-allemand-qui-sauverait-les-producteurs-en\)](#)

La crise agricole n'est pas l'apanage de la France. N'en déplaise aux chantres (...)

02/03/2016 RISQUES CHIMIQUES

[Des pesticides jusque dans les poussières des maisons \(Des-voisins-de-parcelles-agricoles-exposes-aux-pesticides-jusque-dans-leurs\)](#)

Si vous habitez à proximité de vignes, de vergers ou de champs de céréales, (...)

29/02/2016 TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

[Mobilisation et nouvelle loi en préparation contre les gaz de schiste \(Des-milliers-de-personnes-a-Barjac-pour-dire-non-aux-gaz-de-schiste\)](#)

Entre 10 000 et 15 000 personnes sont descendues le 28 février dans les rues (...)

[rétention : la violence de l'enfermement doit \(...\)](#) (<http://www.lacj.com/mobilisations>)

TOUS LES COMMUNIQUES (ACTUALITE-DES-MOUVEMENTS-SOCIAUX)

À VOIR AILLEURS

Guerre [Nigeria : là où la terreur n'a pas de nom](#)

(<http://blogs.affirmation.org/makingof/?post/nigeria-la-ou-la-terreur-n-a-pas-de-nom>)

Data Gueule [Ensemble, tout devient fossile](#)

(<https://youtu.be/KAPzXR9VYR>)

ITINÉRAIRE CONSEILLÉ

MÉDIAS INDÉPENDANTS

[Mouvements](#) (<http://www.mouvements.org>)
[Mother Jones](#) (<http://www.motherjones.com>)
[Le Postillon](#) (<http://www.lepostillon.com>)
[Reflets.info](#) (<http://reflets.info>)
[Orient XXI](#) (<http://orientxxi.info>)

DES BLOGS ET SITES

[Les mots ont un sens](#) (<http://www.lesmots.org>)
[Big Browser](#) (<http://bigbrowser.com>)
[Davduf.net - David Dufresne](#)

Agriculture bio : votre région soutient-elle vraiment les alternatives au...

éleveur en vaches à lait récemment converti. *Il faut bien connaître son écosystème, passer du temps à observer les animaux, apprendre à tenir compte des équilibres naturels. C'est important d'être accompagné par des professionnels qui maîtrisent tout cela.* » Certaines régions proposent enfin des soutiens spécifiques pour les petits projets. L'Auvergne offre ainsi un forfait de 1500 euros par an pendant trois ans aux exploitations de moins de trois hectares et aux agriculteurs qui choisissent de faire de l'apiculture, de la pisciculture ou de la cueillette sauvage.

Une agriculture créatrice d'emplois mais peu soutenue

Les élus en manque d'idées pour se rapprocher de l'objectif de 20% en bio peuvent parcourir les [plaidoyers \(http://www.fnab.org/index.php/component/content/article/848-elections-regionales-2015\)](http://www.fnab.org/index.php/component/content/article/848-elections-regionales-2015) rédigés par certains groupements régionaux d'agriculteurs à l'occasion des toutes récentes élections. Dans le Nord-pas-de-Calais (<http://www.fnab.org/images/files/actualites/PLAIDOYER%20NPDCP%20vf.pdf>), il invite à « *construire des ponts entre agriculteurs bio et conventionnels à travers des groupes d'échange technique* ». Il suggère par ailleurs que le conseil régional, compétent en matière de politique de gestion et protection de l'eau, coordonne les actions de développement de l'agriculture biologique dans les champs situés sur les aires de captage [2].

Mais il est peu probable que le tout nouveau président de la région, Xavier Bertrand (les Républicains), retienne ces propositions. Dans la section agriculture de son [projet \(http://notreregionautravail.fr/wp-content/monprojet.pdf\)](http://notreregionautravail.fr/wp-content/monprojet.pdf), on ne trouve pas un mot sur la bio, mais des réclamations à propos du « *poids des normes* », des plaintes à propos de l'interdiction de certains produits chimiques et une conclusion dans laquelle il regrette que l'agriculture soit « *trop souvent sacrifiée par les régions actuelles sur l'autel de l'idéologie verte* ». Les rédacteurs du [plaidoyer de la région PACA \(http://www.fnab.org/images/files/actualites/PLAIDOYER%20PACA.pdf\)](http://www.fnab.org/images/files/actualites/PLAIDOYER%20PACA.pdf) ont, semble-t-il, un peu plus de chances d'être entendus. Christian Estrosi, le nouveau président de la région, évoque l'encouragement du bio dans ses [propositions \(http://www.christian-estrosi.com/2015/09/21/les-propositions-de-christian-estrosi-pour-lagriculture/\)](http://www.christian-estrosi.com/2015/09/21/les-propositions-de-christian-estrosi-pour-lagriculture/) pour l'agriculture.

Dans les Pays-de-la-Loire, les défenseurs de la bio proposent de conditionner les aides agricoles à la création d'emplois, sachant que l'on compte en moyenne 2,4 emplois sur une ferme bio, contre 1,5 sur une ferme conventionnelle [3]. Le tout nouveau président de la région Bruno Retailleau (Les Républicains) fait pourtant fi des potentielles créations d'emplois. Dans [ses propositions \(http://www.retailleau2015.fr/crise-agricole-face-a-laveuglement-gouvernemental-il-faut-une-mobilisation-regionale/\)](http://www.retailleau2015.fr/crise-agricole-face-a-laveuglement-gouvernemental-il-faut-une-mobilisation-regionale/), pas un mot sur la bio, qui concerne pourtant 2000 agriculteurs dans la région et plus de 100 000 hectares de terres ! « *Les aides à la conversion et au maintien en agriculture biologique sont gravement menacées* », alertent le 25 février les acteurs du secteur [4], s'inquiétant que le budget prévu pour accompagner les conversions en bio sur la période 2015-2020 soit déjà épuisé dans la région Centre et en Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées. L'objectif français des 20% de surfaces agricoles en bio en 2020 demeure décidément un lointain mirage.

<http://www.bastamag.net/Votre-region-soutient-elle-la-bio>

25/02/2016 VIDÉO

[La mobilisation en ligne contre le projet de démantèlement du droit du travail cartonne \(La-mobilisation-en-ligne-contre-le-projet-de-demantelement-du-droit-du-travail\)](#)

Un demi million de signatures ont déjà été recueillies par la pétition en ligne (...)

DANS LA MÊME RUBRIQUE

SANTÉ AU TRAVAIL
[Pourquoi la réforme du code du travail met en péril la sécurité et la santé des salariés \(Qui-meurt-du-travail-aujourd'hui-en-France\)](#)

INTOUCHABLE
[L'Inde face à « un million de mutineries » contre les inégalités et les discriminations sociales \(L-Inde-face-a-un-million-de-mutineries\)](#)

PRIVATISATION
[Quand les prisons, les détenus et la politique carcérale deviennent des produits d'investissement \(Quand-les-prisons-les-detenus-et-la-politique-carcerale-deviennent-des-produits\)](#)

DU MÊME AUTEUR

RISQUES CHIMIQUES
[Des pesticides jusqu'à dans les poussières des maisons \(Des-voisins-de-parcelles-](#)

<http://www.davd>
[Bug Brother \(http://bugbrothe](#)
[La Horde \(http://lahorde.sa](#)

[TOUS LES SITES](#)

[\(ITINERAIRE-CONSEILLE\)](#)

AGENDA

DÉMOSPHÈRE
[L'agenda des mouvements sociaux \(http://demospher](#)

Nolwenn Weiler

Infographie : Germain Lefebvre, avec Ivan du Roy

Notes

- [1] Les données dont nous disposons ne prennent pas encore le nouveau découpage régional. Nous ne disposons pas des données pour la Corse et les territoires d'Outre-mer.
- [2] Selon le commissariat au développement durable, la dépollution des nitrates et des pesticides représente entre 7 et 12% de la facture d'eau des ménages. Études et document, septembre 2011 : coûts des principales pollutions agricoles de l'eau, à lire [ici](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED52-2.pdf) (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED52-2.pdf>).
- [3] Pour en savoir plus sur les emplois créés par l'agriculture biologique, consulter l'étude (<http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/archives/rapport-INRA-pour-CGSP-VOLUME-1-web07102013.pdf>) réalisée pour le Commissariat général à la stratégie et à la prospective « Vers des agricultures à haute performance », septembre 2013.
- [4] L'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture (APCA), La Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB), le Syndicat des transformateurs et distributeurs bio (SYNABIO).

[RÉAGIR À CET ARTICLE](#)

[VOIR LES COMMENTAIRES \(1\)](#)

[Cet article vous a intéressé ? Basta ! a besoin de ses lecteurs pour poursuivre son travail, faites un don. \(don\)](#)

TAGS [Agriculture \(Agriculture-et-alimentation\)](#) [Agriculture biologique \(Agriculture-biologique\)](#) [Pesticides \(Pesticides\)](#) [Politique \(Politique\)](#)

NOS DOSSIERS

ALIMENTATION
[QUELLE AGRICULTURE POUR DEMAIN ? \(SPIP.PHP?PAGE=DOSSIER&ID_MOT=133\)](#)

ALIMENTATION
[La crise agricole frappe aussi durement les éleveurs allemands \(Crise-agricole-le-mirage-d-un-modele-allemand-qui-sauverait-les-producteurs-en\)](#)

ALIMENTATION
[Crise du monde agricole : « En 2008, on a sauvé les banques, et si en 2016, on sauvait les agriculteurs ? » \(Agriculture-derriere-le-desarroi-un-modele-economique-a-bout-de-souffle\)](#)

VOS COMMENTAIRES

[1 LE 3 MARS À 20:33 \(2016-03-03T19:33:24Z\)](#) PAR DÉMOCRATE

<http://www.bastamag.net/Votre-region-soutient-elle-la-bio-agricoles-exposes-aux-pesticides-jusque-dans-leurs>

MOBILISATION

[« Il n'y aura jamais d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ! » \(Il-n-y-aura-jamais-d-aeroport-a-Notre-Dame-des-Landes\)](#)

ALIMENTATION

[Crise du monde agricole : « En 2008, on a sauvé les banques, et si en 2016, on sauvait les agriculteurs ? » \(Agriculture-derriere-le-desarroi-un-modele-economique-a-bout-de-souffle\)](#)

DU MÊME AUTEUR

GÉOPOLITIQUE

[Ces pays vendeurs d'armes qui profitent bien de l'instabilité du monde et du regain des tensions \(Ces-pays-vendeurs-d-armes-qui-profitent-bien-de-l-instabilite-du-monde-et-du\)](#)

REVUE DE PRESSE (NOTRE-REVUE-DE-PRESSE)

TÉLÉRAMA (BLOG)
[Loi El Khomri : TF1 dénonce une contestation bidon et un code du travail absurde \(Loi-El-Khomri-TF1-denonce-une-contestation-bidon-et-un-code-du-travail-absurde\)](#)

TÉLÉRAMA
[Comment le monde actuel a privatisé le silence \(Comment-le-monde-actuel-a-privatise-le-silence\)](#)

LE MONDE